

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'Esprit et la lettre (*Amédée Dunois*). — Les Syndicats en période de dictature du prolétariat (*A. Losovsky*). — Thèses sur la structure et l'organisation des Partis Communistes, votées au 3^e Congrès International :

I. Généralités; II. Le Centralisme démocratique; III. Le Devoir des Communistes; IV. Propagande et Agitation; V. La Presse du Parti; VI. De la structure générale, de l'organisation du Parti; VII. Travail légal et illégal.

L'ESPRIT ET LA LETTRE

DEPUIS mon dernier article sur la politique syndicale, deux faits se sont produits qui requièrent l'attention. Deux faits ou, plus exactement, deux manifestations d'opinion qui rapprochées, confrontées, vont nous montrer combien le camarade Loriot avait raison quand il marquait ici, la semaine dernière, la gravité des divergences qui se font jour présentement parmi les syndicalistes révolutionnaires.

Il ne s'agit nullement pour nous, au *Bulletin Communiste* — que cela soit bien entendu ! — de faire la leçon, comme du haut d'une chaire, aux syndicalistes révolutionnaires. Nous ne sommes pas, nous, des magisters à fêrule; ils ne sont pas, eux, de jeunes gr'mauds d'école qu'on coiffe du bonnet d'âne. Nous causons. Nous discutons. Nous cherchons, par la libre causerie, la libre discussion, à nous éclairer mutuellement en vue des batailles futures auxquelles nous participerons tous, « manuels » ou « intellectuels », syndicalistes ou communistes, que nous ayons ou non réalisé par avance l'indispensable unité de front. Tôt ou tard, l'expérience aidant, celle-ci se réalisera; nous sommes là-dessus bien tranquilles, car c'est la condition de la commune victoire qu'elle se réalise. Efforçons-nous donc de la préparer par des discussions amicales. — Et c'est là l'idée générale, c'est là le but des articles déjà nombreux et de plus en plus pressants que je consacre dans ce *Bulletin* à la question des rapports entre les grandes organisations de combat de la classe ouvrière, syndicats professionnels et parti communiste.

Je ne crois pas me tromper si je dis que la première des manifestations auxquelles j'ai fait allusion plus haut, était une réponse à ma modeste campagne. Cette première manifestation est constituée par un article du camarade Pierre Besnard qu'a publié l'*Humanité* le 23 août. Si P. Besnard n'était pas le secrétaire adjoint du Comité central des C. S. R., s'il n'avait pas à plusieurs reprises, avant Lille, pris la parole au nom de ce comité, son opinion pourrait, à la rigueur, n'être pas relevée; elle doit l'être du fait de la situation qu'il occupe dans le mouvement ouvrier et qui donne à son opinion une importance quasi-officielle.

Que dit-il donc ?

Il dit que le syndicalisme français « n'admettra jamais que son indépendance vitale et son autonomie absolue, proclamées définitivement à Amiens en 1906, soient remises en question » et que c'est là un fait « qui ne peut plus donner matière à controverses ». Il dit que quiconque oserait attenter à l'autonomie et à l'indépendance du mouvement syndical trouverait les syndicalistes révolutionnaires « dressés en face de lui en adversaires irréductibles et implacables ». Il dit enfin, ou plutôt il redit, que les C. S. R. ayant « une fois pour toutes » défini leur position et précisé leur attitude, ils n'y reviendront pas, quoi qu'il puisse survenir...

Ah! qu'en termes catégoriques ces choses-là sont dites !

Trop catégoriques, évidemment. En politique — car le syndicalisme est bien une politi-

que ! — en politique plus encore qu'en tout autre matière, il n'y a rien à gagner à se lier pour l'éternité par des affirmations ou des négations trop farouches ; notre camarade Besnard apprendra à ses dépens, quelque jour, qu'il n'y a pas, *qu'il ne peut pas y avoir* de « position définitive ». — Pour moi, si j'étais philosophe, j'écrirais sans doute un essai pour que le mot *définitif* fût banni de la langue française et pour que la chose qu'il exprime fût exclue de la pensée humaine !

Est-il besoin de répéter pour P. Besnard que le Parti communiste n'a point conçu « l'espoir chimérique », « le désir irréalisable » de régenter despotiquement les syndicats ? Ceux-ci ont, selon nous, assez de maturité politique, et sont d'assez grands garçons pour pouvoir se déterminer, se diriger eux-mêmes. Nous n'en avons donc pas, nous n'en aurons jamais à l'*autonomie* des syndicats ; nous n'en avons pas à leur *neutralité*.

Nous constatons, en effet, qu'en face d'une bourgeoisie armée jusqu'aux dents et qui bloque toutes ses forces de classe dans la lutte qu'elle soutient contre nous, un prolétariat divisé est un prolétariat battu. En conséquence de quoi nous préconisons, contre la bourgeoisie coalisée et qui ne forme plus guère de nos jours qu'une seule masse réactionnaire, — nous préconisons, d'une part, l'unité de conscience prolétarienne ; d'autre part, l'unité de front prolétarien. A cette propagande d'unité — d'unité matérielle et d'unité morale — laquelle n'a jamais tenu — encore un coup ! — à subordonner les syndicats au parti, non plus que le parti aux syndicats, mais à subordonner parti et syndicats — nous parlerons plus tard des coopératives — à des règles d'action communes, à des principes d'action communs, à faire du parti et des syndicats les instruments distincts, mais complémentaires, d'une même lutte de classe poursuivant le même but : la dictature du prolétariat, — à cette propagande d'unité, on répond : Autonomie ! on répond : Indépendance !

Eh bien ! c'est répondre à côté. La question posée n'était pas celle de votre *indépendance* : c'était celle de votre *neutralité*. Reposez-la donc, cette question, avec toute la clarté possible : contre le communisme ayant pour but déclaré la dictature du prolétariat, contre des partis communistes menant, sous les plis du drapeau rouge, la lutte révolutionnaire, le syndicalisme révolutionnaire, invoque-t-il la charte d'Amiens ? Proclame-t-il sa neutralité ?

Qu'on veuille bien nous répondre ! Après quoi, s'il y a lieu, nous poursuivrons la conversation.

Mais voici la seconde des deux manifesta-

tions que je visais au commencement. Celle-ci est autrement réconfortante ! Il s'agit de trois lettres adressées à Monatte par trois militants syndicalistes très connus : Andréychine, Tom Mann et André Nin.

Tous les trois sont des syndicalistes révolutionnaires également opposés aux pratiques consanguines de l'action parlementaire et de la « diplomatie industrielle ». Tous les trois ont âprement combattu les partis politiques qui prétendaient parler au nom du prolétariat. Aucun d'eux n'est suspect de brûler aujourd'hui ce qu'il adorait hier ni d'adorer ce qu'il brûlait. Et tous les trois écrivent cependant combien les étonne et les émeut la position (la « position définitive », ô Besnard !) prise par les C. S. R. français. Ils protestent contre l'interprétation inexacte donnée aux statuts de l'Internationale syndicale : Non, ces statuts, disent-ils, n'impliquent pas la subordination des syndicats. « Ni le parti russe, ni la III^e Internationale, écrit Andréychine, ne veulent la subordination. Ce qu'ils veulent, c'est *l'unité de la masse ouvrière*, l'unité contre le capitalisme et ses valets ». Et André Nin de montrer lui aussi, que la fameuse résolution de Moscou ne porte « aucune atteinte à l'indépendance du mouvement syndical » :

Il n'existe en réalité que le contact indispensable pour réaliser pratiquement cette collaboration dont tous, sans excepter les syndicalistes révolutionnaires de la minorité française, avons proclamé la nécessité... On reconnaît la nécessité de la coordination de toutes les forces révolutionnaires ? Oui ! Alors, il faut trouver une formule pratique pour la réaliser. C'est ce que le Congrès a fait...

Le syndicalisme révolutionnaire est en ce moment au carrefour. Il hésite, tâtonne, trébuche, cherche sa voie. Amsterdam ou Moscou ? Contre Amsterdam, minorité. — Alors Moscou ? — Pas encore ! La motion d'Amiens s'y oppose. — Quoi ! la motion d'Amiens ? celle dont les Jouhaux et les Merrheim ont, eux aussi la bouche pleine ? — Celle-là même ! — Mais alors, cette motion fameuse, sous le couvert de laquelle s'abritent si commodément révolutionnaires, contre-révolutionnaires et, par-dessus le marché, centristes, pourrait bien être de ces bons vieux dogmes dont tout le monde peut d'autant mieux se réclamer qu'ils ont perdu avec le temps toute signification précise !... — Eh ! c'est ce que beaucoup commencent à se dire !

La motion d'Amiens avait en 1906 une signification nettement révolutionnaire. Elle signifiait que le prolétariat français, organisé dans ses institutions économiques, arborant le drapeau de la grève générale, se séparait du so-

cialisme parlementaire : séparation nécessaire à une époque où le socialisme semblait avoir perdu sa foi dans la révolution.

Mais, tout cela, c'est du passé. Aujourd'hui, appliquée à la lettre, la motion d'Amiens risque de dresser le prolétariat français et contre la Révolution russe et contre l'Internationale tant communiste que syndicale. Ce n'est pourtant pas là ce que souhaitent nos syndicalistes révolutionnaires. Ce qu'ils veulent, au contraire, c'est s'unir plus étroitement que jamais à tous ceux qui par l'univers, soutiennent le grand combat contre le Capital.

Mais il y a la motion d'Amiens..

Eh bien ! si la motion d'Amiens s'oppose à l'union nécessaire, si elle n'est plus qu'obstacle au lieu d'être moteur, il faut la rouler soigneusement dans le linceul de toile où dorment les dogmes morts et lui substituer une motion toute neuve, adaptée aux tâches nouvelles que requièrent les temps nouveaux.

Mais la vérité est que, dans la motion d'Amiens, il n'y a de mort que la lettre. L'esprit, qui reste vivant, crie de toutes ses forces : A Moscou !

Est-ce à la lettre morte ou à l'esprit vivant que les C. S. R. sont fidèles ?

Amédée DUNOIS.

Les Syndicats en période de Dictature du Prolétariat

Au cours de leur longue existence, les syndicats n'eurent jamais à résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui devant les syndicats russes. La raison en est qu'ils avaient affaire au système d'exploitation capitaliste et que les syndicats les plus révolutionnaires de tous les pays furent amenés, pour se défendre, à lutter non seulement contre quelques capitalistes isolés, mais encore contre tout le système capitaliste. Si nous étudions l'histoire séculaire de la lutte des syndicats ouvriers au dix-neuvième siècle, nous voyons apparaître des organisations embryonnaires de secours mutuels, des unions corporatives, qui constituent les formes élémentaires de groupement, les organisations premières de défense qui, peu à peu, la concentration du capital les y forçant, fusionnent en de vastes organisations et qui, dans certains pays, deviennent de puissants groupements d'industrie, englobant des centaines, des milliers et des millions de travailleurs. L'histoire du mouvement syndical et celle de la transformation des travailleurs jusqu'alors divisés et épars en rouages d'une grande machine qui, sur le terrain des tâches économiques quotidiennes, groupe les travailleurs des diverses branches industrielles en organes de secours mutuels et de défense.

Leur lutte contre le capital mit les syndicats aux prises avec le régime capitaliste tout entier, avec l'Etat capitaliste lui-même. Les contrats collectifs qui, à l'aube du mouvement syndical, formaient l'idéal des syndicats, démontrèrent bien vite leur insuffisance. Ils prouvèrent que leur application, tout en étant un pas en avant, n'était point de nature à faire disparaître les contradictions fondamentales du régime capitaliste. Par la suite, sous les coups du capital coalisé, les syndicats furent obligés de se convertir en organes de lutte contre ce dernier, en organisations révolutionnaires

appelées, en union avec le parti politique, à détruire la société bourgeoise.

Mais le mouvement syndical n'a pas atteint partout ce degré de développement. En divers pays, les syndicats en sont encore aujourd'hui à des phases plus ou moins avancées de leur longue évolution historique. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, nous avons de vastes organisations ouvrières qui pensent que les tâches des syndicats ne sortent pas des cadres de la société capitaliste et que toute l'activité des syndicats doit être adaptée aux conditions du régime capitaliste, dont la solidité pour eux est hors de doute.

Pour la plupart de ces syndicats qui n'envisageaient point la question de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat, le rôle futur des syndicats ne présentait aucun intérêt. L'avenir leur apparaissait sous la forme d'un développement progressif des masses démocratiques, sur un pied d'égalité entre le Capital et le Travail et sur la base d'un large développement de la démocratie. Si les syndicats des pays anglo-saxons négligèrent complètement la question du rôle futur des syndicats, les syndicats social-chauvins allemands, eux, l'envisagèrent. Mais, imbus de l'esprit réformiste et évolutionniste, ils abordèrent les tâches syndicales de la même façon que les trade-unions. Aussi n'allèrent-ils jamais au delà des idées réformistes d'égalité entre le Capital et le Travail, des contrats collectifs et de l'évolution au sein de la société capitaliste. D'ailleurs, au moment de la déclaration de guerre, leur idéologie ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle des trade-unions anglaises. Les uns et les autres ne songeaient point au rôle futur des syndicats et liaient l'existence du mouvement syndical à la victoire de leur pays.

Contrairement aux syndicats anglais et alle-

mands, les syndicats français envisagèrent le rôle qu'ils auraient à jouer au lendemain de la révolution sociale. Les syndicalistes-révolutionnaires français considéraient les syndicats comme les seules organisations appelées à faire la révolution et à en accomplir les tâches. Les principes essentiels du syndicalisme révolutionnaire attribuent aux seuls syndicats la direction intégrale de la production, au centre et sur les lieux ; de plus, il ne doit exister d'autres organes en dehors de ceux qui dirigent la production, attendu que la révolution sociale est liée intimement à la destruction de l'Etat et à l'organisation de la société sur les bases du régime *an-archique* (absence de pouvoir). La guerre, il est vrai, nivela les syndicalistes français et leurs antagonistes anglais et allemands. Les syndicalistes français, ennemis irréductibles de l'étatisme sous toutes ses formes, devinrent les serviteurs fidèles de l'Etat bourgeois et les trubauteurs de l'unité nationale.

Naturellement, à partir de ce moment, il ne fut plus question pour eux du rôle futur des syndicats ; leur présent étant lié à la société bourgeoise, ils en tiraient les conclusions pratiques qui s'imposaient pour l'avenir.

C'est en Russie que fut posée pour la première fois la question du rôle des syndicats en période de transition. Les jeunes syndicats russes, éclos en 1905, écrasés lors de la réaction qui suivit et recréés en 1917, se trouvèrent, huit mois après le début de la révolution russe, en présence de l'effondrement de la bourgeoisie et de la nécessité de s'emparer des fabriques et usines. La révolution de Novembre fut surtout une révolution économique. La forme même du pouvoir soviétiste qui provoqua la haine féroce de la contre-révolution internationale et russe, était étroitement liée à la destruction politique aussi bien qu'économique des anciennes classes dirigeantes. Le prolétariat russe en armes délogea la bourgeoisie de ses positions. Le renversement du gouvernement de coalition fut suivi immédiatement du renversement de la bourgeoisie dans les fabriques, de l'expulsion des patrons, de la mainmise sur les établissements industriels et de leur conversion en propriété collective. La lutte économique qui commença dès les premiers jours de la révolution de Mars conduisit à la révolution de Novembre car, comme le dit le programme du Parti Communiste Russe, la politique n'est que la quintessence de l'économie.

Au lendemain de la révolution de Novembre, les syndicats durent envisager ce qu'ils devaient faire et ce qu'ils devaient être désormais. Ils se trouvèrent en face d'un gigantesque mouvement ouvrier et d'une explosion d'énergie révolutionnaire sur tout le territoire de l'immense Russie. Les ouvriers des usines et fabriques réglèrent eux-mêmes leurs comptes avec les patrons. « Tout le pouvoir aux Soviets, tout le pouvoir à la classe ouvrière », ce mot d'ordre fut compris par les ouvriers — et fort bien compris — comme la mainmise sur les usines et fabriques, citadelles de la société bourgeoise. Mais, une fois la bourgeoisie chassée, trois questions d'ordre pratique surgirent devant les syndicats russes :

1° Rapports entre les comités de fabriques et d'usines et les syndicats ;

2° Rapports entre les syndicats et les soviets ;

3° Place des syndicats dans l'appareil de l'Etat soviétiste.

Quant aux comités de fabriques et d'usines, il était clair, dès le début de la révolution, qu'ils devaient servir de base aux syndicats révolutionnaires. Qu'était-ce, en fait, que les comités de fabriques et d'usines ? C'étaient des organes de lutte formés par tous les ouvriers d'un même établissement industriel afin, dans la première période de la révolution, de tenir tête à l'offensive des capitalistes, et, dans la deuxième période, de chasser les capitalistes et d'affermir la dictature du prolétariat. Si, dans les établissements industriels, il y avait deux organisations : les comités de fabriques et d'usines et les syndicats, cela provoquerait fatalement des heurts réciproques, la rivalité le parallélisme et une déperdition de forces. L'existence de ces deux organisations pourrait à la rigueur se justifier, si nous n'étions encore qu'à la veille de la révolution sociale. Les comités de fabriques et d'usines pourraient alors voir le centre de gravité de leur action dans le contrôle sur la production, et les syndicats, dans l'organisation du travail. Mais la révolution de Novembre a identifié les tâches des comités de fabriques et d'usines et celles des syndicats.

Logiquement, le développement de ces deux organisations devait amener entre elles des frottements réciproques. C'est pourquoi, à la veille de leur premier congrès, les syndicats russes envisagèrent la réorganisation du mouvement syndical, le passage du système des délégués de fabriques et d'usines et des assemblées de délégués au système de conférences de fabriques et d'usines et à la construction du mécanisme syndical sur la base des comités de fabriques et d'usines. Ainsi, les comités de fabriques et d'usines devinrent les sous-sections des syndicats. L'ensemble des comités de fabriques et d'usines constitue l'organe souverain qui élit l'organe directeur des syndicats ; et ainsi disparaissent le parallélisme et la rivalité. Telle est la solution qui fut donnée par le premier congrès syndical (début de janvier 1918).

La question des rapports entre les syndicats et les soviets fut autrement plus difficile à résoudre. Qu'est-ce que les soviets ? Ce sont les organes de la dictature du prolétariat, les organes qui, au moyen de l'appareil légal, réalisent dans toute l'étendue du pays les aspirations essentielles de la classe ouvrière. Le soviét, dont la fabrique et l'usine constituent le corps électoral, est la nouvelle forme d'organisation gouvernementale qui convient le mieux à la période de transition du capitalisme au communisme.

Mais à quoi mène la logique du développement des soviets ? A ce que, au fur et à mesure que s'affermît le pouvoir de la classe ouvrière et que s'étend la révolution sociale, les soviets, en tant qu'organes de la révolution sociale, se modifient. Leurs fonctions gouvernementales disparaissent à mesure que leurs fonctions économiques augmen-

tent, absorbant en elles toutes les autres fonctions administratives et techniques de l'appareil soviétique. Si les soviets sont la forme reconnue de la dictature du prolétariat, quel est donc, une fois les soviets institués, le rôle des syndicats qui, après la révolution sociale, n'ont plus le Capital pour objectif ?

D'organes de lutte contre le Capital, les syndicats se transforment en organes de construction économique ; mais la construction économique et l'ensemble des fonctions incombant aux syndicats s'entrecroisent avec les fonctions économiques des soviets.

Dans un Etat où le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière, chaque organisation ouvrière doit se charger de certaines fonctions gouvernementales, mais, à leur tour, les organes gouvernementaux sont obligés d'assumer une partie des fonctions incombant aux syndicats.

Ainsi, le processus du développement des formes du mouvement ouvrier après la révolution sociale mène à l'interpénétration des organisations ouvrières. De la sorte, les organisations économiques et les syndicats animés de l'esprit communiste se pénètrent mutuellement de plus en plus et, à une certaine étape de cette interpénétration, il se crée un organe unique qui assume la direction de la production, en même temps que l'organisation du travail.

Ce processus de fusionnement est très long ; il constitue tout un stade de l'évolution syndicale. La rapidité de la pénétration mutuelle des syndicats et de leur fusionnement avec les organes économiques correspondants dépend, d'une part, du développement de la révolution internationale et, d'autre part, de la situation générale de l'industrie dans le pays. La courbe du développement des organisations ouvrières après la révolution sociale donne l'indication pratique du rôle des syndicats dans l'Etat ouvrier et la clef des rapports normaux entre les syndicats et les soviets.

Les soviets réalisent les intérêts de classe du prolétariat au moyen de l'appareil gouvernemental ; les syndicats, au moyen de l'association libre des ouvriers et par leurs propres méthodes. Avec des syndicats impuissants, non pénétrés d'esprit communiste, la dictature du prolétariat est impossible, de même que l'existence des soviets.

Les syndicats organisent le travail dans la production et pour la production. Abordant la production du point de vue de classe-patronne, de classe propriétaire de la production sur un territoire donné, les syndicats constituent la clef de voûte de la dictature du prolétariat. Le développement et l'affermissement de la dictature du prolétariat imposent aux syndicats des tâches de plus en plus vastes et amènent la concentration entre leurs mains — lorsque les soviets n'ont plus de fonctions gouvernementales à exercer — de toutes les fonctions économiques et industrielles du pays.

Ainsi, dans la période de transition, les syndicats sont les éléments essentiels sur lesquels viennent se greffer, dans la société développée, l'appareil de direction de la production et l'appareil de répartition.

Il s'ensuit que l'étroite collaboration des syndicats et des soviets, leur coopération constante, l'examen en commun des mesures à prendre, l'application desdites mesures, etc., sont les conditions *sine qua non* du développement de la révolution et de la dictature du prolétariat. Dès lors, on voit clairement la place occupée par les syndicats dans le système général de l'Etat soviétique. Les syndicats ne sont pas des organes gouvernementaux ; ce sont des associations libres de producteurs. Mais, comme ils sont les organes des producteurs qui élisent les soviets, ils groupent la classe ouvrière en vue de tâches spéciales, en dehors de la compétence des soviets.

Les syndicats complètent les soviets et confèrent au système soviétique une plus grande stabilité, car ils ne se bornent pas à grouper les ouvriers en tant que citoyens d'un pays donné, en tant que classe réalisant sa propre dictature sur une autre classe, mais aussi en tant que producteurs dont ils font un corps social, créant des valeurs industrielles déterminées, d'utilité générale.

Voilà pourquoi les syndicats constituent le point d'appui et le complément des soviets. La façon spécifique, originale dont ils groupent les ouvriers se manifeste dans leur propre construction, ainsi que dans celle des soviets.

Les soviets sont construits par la classe ouvrière horizontalement, par régions ; de la fabrique au district, du district au gouvernement, du gouvernement à la Russie tout entière. Les syndicats ne se bornent pas à grouper les ouvriers horizontalement (bureaux de district, conseils régionaux, Conseil Central panrusse des syndicats), ils les groupent encore verticalement par industrie (métallurgistes, ouvriers du textile, ouvriers du bois, travailleurs des transports, etc.). Ce groupement vertical des travailleurs est nécessité par la production.

On peut, à la rigueur, diriger les affaires d'un pays par des unions régionales et départementales de soviets, mais il est impossible de diriger la production uniquement par des unions de ce genre ; pour cela, les groupements par industrie sont nécessaires.

Le système de l'économie nationale et les besoins de son organisation mènent à des formes d'organisations spéciales sur lesquelles se moultent les syndicats. Si, avant la révolution, les syndicats s'organisaient par industrie afin de lutter contre le capital, si chaque syndicat, au fur et à mesure de la croissance de la conscience de classe des ouvriers, embrassait un nombre de plus en plus grand d'industries afin de les opposer au capital coalisé — ce qui fut la cause principale de la naissance des syndicats d'industrie — par contre, après la révolution prolétarienne, la création des syndicats d'industrie et leur affermissement se justifient par les besoins de l'économie nationale et l'impossibilité d'organiser rationnellement cette dernière sans les syndicats. Mais alors, pourrait-on dire, si l'économie nationale ne peut être organisée sans les syndicats, ne vaudrait-il pas mieux que chaque syndicat se chargeât de l'organisation de la production, autrement dit que la direction des diverses branches de l'in-

dustrie fût remise aux syndicats qualifiés à cet effet ?

De la sorte, la question capitale des formes et des moyens de direction de la production serait résolue. D'aucuns pensent que tel est le rôle des syndicats en période de dictature du prolétariat ; selon eux, les syndicats commencent par écraser le capitalisme avec le concours du parti politique ; mais une fois la dictature du prolétariat instaurée, ils prennent la direction de la production entre leurs mains.

Sous cette forme absolue, cette thèse est inadmissible, parce que l'organisation de la production par syndicat entraînerait l'émiettement de la production. Il est vrai que pour la coordination et la régularisation de la production, il existe des unions intersyndicales, telles que les conseils de syndicats et les fédérations nationales ; toujours est-il que la remise entre les mains de certains syndicats de la direction de l'industrie aurait pour résultat de diviser la production par industrie, d'entretenir l'égoïsme syndical et de provoquer la concurrence entre les diverses industries.

Dans la première période de construction, il est nécessaire que la régularisation de la production revête un caractère général de classe, que les soviets préviennent les heurts qui se produiraient fatalement entre les différentes catégories de travailleurs, si chacune de ces catégories avait à sa disposition une branche entière de l'industrie nationale.

Comment y arriver ? Par la création, en période de transition, d'organes de direction des diverses branches d'industrie, dans lesquels soviets et syndicats sont représentés ; ainsi, sur le terrain de leur action commune, permanente, journalière, une liaison s'établit entre soviets et syndicats.

D'un côté, les organes économiques, de concert avec les syndicats, organisent la production ; de l'autre, ils abordent la production tout entière, non du point de vue étroitement corporatif, mais du point de vue de classe, faisant rentrer dans la production non seulement la technique de la direction, mais aussi l'organisation du travail. A mesure que la révolution se développe, qu'elle embrasse de nouveaux pays et que disparaissent la classe des exploités et les éléments interyndicaux qui lui sont liés, la soudure entre les organes économiques et les syndicats devient plus solide, de sorte qu'à un certain stade de développement (lorsque les soviets disparaissent, en tant qu'organes étatiques), les organes économiques et les syndicats fusionnent. A ce moment, comme le dit le programme du Parti Communiste russe, les syndicats concentrent entre leurs mains l'ensemble de l'économie nationale. Mais c'est là le terme d'une longue évolution ; aussi ne peut-on encore songer actuellement à remettre aux syndicats la direction intégrale des différentes branches de l'industrie. L'économie nationale socialiste ne peut pas ne pas être une économie centralisée.

Le plan de l'économie nationale tout entière, la concordance de ses parties, le recensement minutieux de toutes les forces productives (y compris la main-d'œuvre), le calcul scientifique des be-

soins, réclament un appareil scientifique organisé à l'échelle nationale et même internationale, ce qui est incompatible avec la remise de la direction de la production entre les mains des syndicats respectifs. En outre, il faut tenir compte que l'économie nationale ne se limite pas à l'industrie, mais qu'elle englobe aussi l'agriculture, dont le rôle est immense dans l'économie générale d'un pays, notamment dans celle de pays tels que la Russie, l'Italie, etc. La remise de la direction de chaque branche d'industrie entre les mains des divers syndicats exige la transformation desdits syndicats d'industrie en sections d'un groupement national des syndicats, ce qui, de nouveau, ne peut être que le résultat d'un long processus d'organisation des masses d'une part, et d'organisation de l'appareil administratif, technique et économique, d'autre part.

Ainsi, à la question du rôle que doivent jouer les syndicats en période de dictature du prolétariat, nous sommes en mesure, en nous basant non seulement sur des calculs purement théoriques, mais aussi sur l'expérience russe actuelle, de donner la réponse suivante :

1. Les syndicats sont la clef de voûte de la dictature du prolétariat, car ils organisent le travail dans le processus de la production et la production elle-même dans son rapport avec le travail ;

2. Les syndicats sont le complément nécessaire des soviets, lesquels réalisent par l'entremise des syndicats et avec eux les tâches de classe du prolétariat ;

3. Les syndicats sont l'arme principale de la révolution sociale ; avec le Parti Communiste et sous la conduite de ce dernier, ils exproprient les expropriateurs et s'emparent des moyens de production ;

4. Au moment de la révolution sociale, les syndicats et leurs organes locaux, les comités de fabriques et d'usines, sont les seules organisations qui ont à charge de veiller à ce que la production ne s'arrête pas et de subordonner les tendances corporatives à l'intérêt général de la classe prolétarienne ;

5. Englobant les grandes masses de « sans-parti », les syndicats enseignent à l'ensemble de la classe ouvrière la pratique de la construction socialiste et deviennent ainsi une école de communisme.

De cet aperçu du rôle des syndicats en période de dictature du prolétariat, on peut et doit tirer cette conclusion simple, mais essentiellement pratique : la conquête des syndicats est la condition préalable de la révolution sociale et de l'instauration de la dictature du prolétariat.

A. LOZOVSKY.

LES BOLCHEVIKS ET LES PAYSANS

par N. LENINE

Une brochure 0 40
Franco 0 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre.

THÈSES

sur la Structure et l'Organisation des Partis Communistes

1. — Généralités

1. L'organisation du Parti doit être adaptée aux conditions et aux buts de son activité. Le Parti Communiste doit être l'avant-garde, l'armée dirigeante du prolétariat pendant toutes les phases de la lutte révolutionnaire des classes et pour la période de transition ultérieure vers la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste.

2. Il ne peut pas y avoir de formes d'organisation immuables et absolument convenables pour les Partis Communistes. Les conditions de la lutte prolétarienne des classes se transforment sans cesse et, conformément à ces transformations, les organisations d'avant-garde du prolétariat doivent aussi chercher constamment les nouvelles formes convenables. Les particularités historiques de chaque pays déterminent aussi des formes spéciales d'organisation pour les différents partis.

Mais ces différenciations ont une certaine limite. La similitude des conditions de la lutte prolétarienne des classes dans les différents pays et dans les différentes phases de la révolution prolétarienne constitue, malgré toutes les particularités existantes, un fait d'une importance essentielle pour le mouvement communiste. C'est cette similitude qui donne la base commune de l'organisation des Partis Communistes de tous les pays.

C'est sur cette base qu'il faut développer l'organisation du Parti Communiste et non après la fondation de quelque nouveau Parti modèle à la place de celui qui existe déjà ou en cherchant une forme d'organisation absolument correcte ou des statuts idéaux.

3. La plupart des Partis Communistes, ainsi que l'Internationale Communiste, comme ensemble du prolétariat révolutionnaire du monde entier, ont ceci de commun dans les conditions de leur lutte qu'ils doivent lutter contre la bourgeoisie encore régnante. La victoire sur celle-ci, la conquête du pouvoir arraché à la bourgeoisie, constitue pour ces Partis et pour cette Internationale le but principal déterminant.

L'essentiel, donc, pour tout le travail d'organisation des Partis Communistes dans les pays capitalistes, est donc d'édifier une organisation telle que la victoire de la révolution prolétarienne sur les classes possédantes et son affermissement soient rendus possibles.

Dans les actions communes, il est indispensable, pour le succès, d'avoir une direction ; celle-ci est nécessaire, surtout en vue des grands combats de l'histoire mondiale. L'organisation de Partis Communistes, c'est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne.

Pour bien guider les masses, le Parti a besoin lui-même d'une bonne direction. La tâche essentielle d'organisation qui s'impose à nous est donc la suivante : formation, organisation et éducation

d'un Parti Communiste pur et réellement dirigeant pour guider véritablement le mouvement révolutionnaire prolétarien.

5. La direction de la lutte révolutionnaire de classe suppose chez les Partis Communistes et dans leurs organes dirigeants la liaison organique et la plus grande puissance d'attaque et d'adaptation aux conditions changeantes de la lutte.

La direction suppose en outre, pour être efficace, de la manière la plus absolue, la liaison la plus étroite avec les masses prolétariennes. Sans cette liaison, la direction ne guidera jamais les masses, elle ne pourra, dans le meilleur cas, que les suivre.

Les relations organiques doivent être obtenues dans les organisations du Parti Communiste au moyen d'une centralisation démocratique.

2. — Le Centralisme Démocratique

6. La centralisation dans l'organisation communiste, c'est la centralisation de l'activité politique et non celle de domination et de puissance. Le Parti Communiste ne se présente comme puissance d'organisation que contre les ennemis de la révolution prolétarienne et non contre le prolétariat révolutionnaire. Il est de même impossible de concilier une sorte d'antagonisme de puissance et de lutte pour la domination au sein du Parti avec les principes de centralisme démocratique adoptés par l'Internationale Communiste.

Dans les organisations du vieux mouvement ouvrier non révolutionnaire, un tel dualisme se développa, de la même manière que dans l'organisation de l'Etat bourgeois. Nous voulons parler du dualisme entre la bureaucratie et le « peuple ». Sous l'influence desséchante de l'atmosphère bourgeoise, les fonctions s'isolèrent en quelque sorte, et la communauté du travail fut remplacée par une démocratie purement formelle, et l'organisation elle-même se subdivisa en une masse de fonctionnaires actifs et d'administrés passifs. Le mouvement ouvrier révolutionnaire a hérité inévitablement du milieu bourgeois, cette tendance au formalisme et au dualisme.

Le Parti Communiste doit surmonter radicalement ces antagonismes par un travail systématique, politique, organisateur et par des améliorations et des révisions répétées.

7. Un Parti des masses socialistes, en se transformant en Parti de masses communistes, ne doit pas se borner à concentrer dans ses mains la direction centrale en laissant subsister pour le reste l'ancien ordre des choses. Si la centralisation ne doit pas rester lettre morte, mais devenir un fait réel, il faut que sa réalisation s'accomplisse de sorte qu'elle soit pour les membres du Parti un renforcement et un maintien, réellement justifiés, de leur activité et de leur combativité communes. Autrement, elle apparaîtrait aux masses comme

une simple bureaucratisation du Parti et provoquerait ainsi une opposition contre toute centralisation, toute direction et toute discipline stricte. L'anarchisme est le contre-pied du bureaucratisme.

La démocratie purement formelle dans l'organisation ne peut écarter ni les tendances du bureaucratisme, ni l'anarchie, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme, dans le mouvement ouvrier, ont pu se développer. Pour cette raison, la centralisation d'organisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte, ne peut avoir de succès si on essaie de la réaliser sur le terrain de la démocratie formelle. Il est donc indispensable, avant tout, de développer et de maintenir le contact vivant et des rapports mutuels, aussi bien au sein du Parti, entre les organes dirigeants et les membres qu'entre le Parti et les masses du prolétariat qui ne lui appartiennent pas.

3. — Le Devoir des Communistes

8. Le Parti Communiste doit être une école de travail marxiste révolutionnaire. C'est par le travail quotidien commun dans les organisations du Parti que se resserrent les liens entre les différentes parties et entre les différents membres.

Dans les Partis Communistes légaux, il manque encore aujourd'hui la participation régulière de la plupart des membres au travail politique quotidien. C'est leur plus grand défaut et la cause principale de l'incertitude de leur développement.

9. Il est toujours dangereux, pour un Parti ouvrier qui fait ses premiers pas vers sa transformation communiste, de se contenter de l'acceptation d'un programme communiste, de remplacer la doctrine précédente par celle du communisme en se bornant à changer les fonctionnaires, hostiles à cette doctrine, par des communistes. L'adoption d'un programme communiste n'est qu'une manifestation de la volonté de devenir communiste. S'il ne s'y ajoute point d'actions communistes et si, dans l'organisation du travail politique, la passivité des masses de membres est maintenue, le Parti n'accomplit pas la moindre partie de ce qu'il a promis par l'acceptation du programme communiste. Car la première condition de la réalisation de ce programme, c'est l'entraînement permanent de tous les membres au travail quotidien.

L'art de l'organisation communiste consiste à utiliser tout et tous pour la lutte prolétarienne des classes, à répartir parmi tous les membres du Parti tout le travail politique et à entraîner par leur intermédiaire de plus grandes masses du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, à maintenir fermement dans ses mains la direction du mouvement non pas par la force du pouvoir, mais par la force de l'autorité acquise, c'est-à-dire par celle de l'énergie, de l'expérience, de la capacité et de la tolérance.

10. Tout Parti Communiste doit donc, par ses efforts, conquérir seulement des membres véritablement actifs, exiger de chacun de ceux qui figurent dans ses rangs qu'il mette à la disposition de son parti, sa force et son temps dans la mesure où il peut en disposer dans les circonstances données. Pour faire partie du Parti Communiste, il faut, d'une façon générale, avec la conviction communiste, cela va sans dire, accomplir aussi les formalités d'inscription tout d'abord comme candidat, ensuite comme membre. Il faut payer régulièrement les cotisations établies, l'abonnement au journal du Parti, etc. Mais le plus important,

c'est la participation de tous les membres au travail politique quotidien.

11. Tout membre du Parti doit, d'une façon générale, en vue du travail politique quotidien, être incorporé dans un petit groupe de travail : dans un comité, une commission, un bureau, un groupe, une fraction ou un noyau. Ce n'est que de cette manière que le travail politique peut être réparti, mené et accompli régulièrement.

Il va sans dire qu'il faut aussi prendre part aux réunions générales des membres des organisations locales. Il est mauvais de chercher à remplacer ces réunions générales périodiques organisées légalement par des représentations restreintes. Il faut, au contraire, que tous les membres soient obligés d'assister régulièrement à ces réunions. Mais cela n'est point du tout suffisant. La seule préparation régulière de ces réunions suppose un travail fait dans de petits groupes ou par des camarades qui en sont spécialement chargés, de même que la préparation à l'utilisation efficace de toutes les réunions générales des ouvriers, de toutes les démonstrations et actions de masses du prolétariat. Les tâches multiples de cette activité ne peuvent être tentées et réalisées avec intensité que par des petits groupes. Sans un travail semblable, constant, de l'ensemble des membres, réparti entre tous les petits groupes ouvriers, les efforts les plus zélés de participer à la lutte de classe du prolétariat ne peuvent que rendre vaines toutes les tentatives pour influencer ces luttes : ces tentatives ne peuvent pas entraîner la concentration nécessaire de toutes les forces vivantes révolutionnaires en un Parti Communiste uni et capable d'agir.

12. Il faut fonder des groupes de noyaux communistes pour le travail quotidien dans différents domaines de l'activité politique du Parti : pour l'agitation à domicile, pour les études du Parti, pour le service de la presse, pour la distribution de la littérature, pour le service des nouvelles pour celui des liaisons etc.

Les noyaux communistes sont des groupes pour le travail communiste quotidien dans les industries et dans les ateliers, dans les syndicats, dans les unions prolétariennes, dans les sections militaires, etc., partout où il y a au moins quelques membres ou quelques candidats au Parti Communiste. S'il y en a plusieurs dans la même industrie ou dans le même syndicat, etc., chacun d'eux devient une fraction dont le travail est dirigé par le groupe des noyaux de cette industrie ou de ce syndicat.

S'il faut former tout d'abord une fraction plus vaste et d'opposition générale, ou s'il faut simplement prendre part à une telle organisation existant déjà, les communistes doivent s'efforcer d'en obtenir la direction par leur noyau.

Il dépend de l'observation scrupuleuse des dangers et des avantages que présente la situation particulière pour la fondation d'un noyau communiste, pour sa transformation ou pour son apparition publique en qualité de communiste.

13. C'est une tâche particulièrement difficile pour un Parti de masses communistes que d'organiser ces petits groupes de travail et d'établir le devoir pour tous de travailler dans le parti. Et, certes, on ne saurait accomplir cette tâche en un jour, car elle exige une persévérance infatigable, une réflexion mûre et beaucoup d'énergie.

Ce qui est particulièrement important, c'est que cette réorganisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir tous les membres en petits noyaux dans chaque organisation, suivant

un schéma formel, et d'inviter celle-ci à agir dans la vie quotidienne du Parti. Un tel début serait pire que l'inaction. Il provoquerait aussitôt la méfiance des membres du Parti et retarderait chez eux la compréhension de l'utilité de cette importante transformation.

Il faut recommander que les dirigeants du Parti élaborent d'abord, après étude approfondie avec des organisateurs assidus, les principes détaillés des premières lignes directrices de cette transformation. Les organisateurs doivent être en même temps des communistes absolument convaincus et zélés et doivent être exactement renseignés sur l'Etat du mouvement dans les différents centres principaux du pays. Après quoi les organisateurs ou les comités d'organisation, qui ont reçu les instructions nécessaires, doivent se mettre à préparer régulièrement le travail sur le lieu même; ils doivent choisir et désigner les chefs de groupes et prendre les premières mesures immédiates en vue de cette transformation. L'on doit ensuite poser des tâches tout à fait définies et concrètes devant les organisations, les groupes d'ouvriers, les noyaux et les différents membres, et l'on doit le faire de telle façon que ces tâches leur apparaissent utiles, désirables et pratiques. S'il est nécessaire, on peut encore leur montrer, par des exemples pratiques, comment il faut s'y prendre pour exécuter les tâches. Et en ce faisant on doit surtout leur faire comprendre de quelles erreurs ils doivent se garder tout spécialement.

14. Ce nouveau mode d'organisation, il faut le réaliser pas à pas dans la vie. C'est pourquoi il ne faut pas fonder trop de nouveaux noyaux ou de groupes d'ouvriers dans les organisations locales. Il faut d'abord s'assurer, en se basant sur les résultats d'une courte pratique, que les noyaux formés dans différentes usines et ateliers importants fonctionnent régulièrement et que les groupes ouvriers indispensables soient créés dans les autres domaines de l'activité du Parti et qu'ils se consolident à un certain degré (par exemple, dans le service d'information, de liaison, l'agitation à domicile, la composition d'écrits, le service de la presse, etc.). En tout cas, on ne doit pas aveuglément détruire le châssis de l'ancienne organisation avant que la nouvelle ne se soit, pour ainsi dire, stabilisée.

Mais durant tout ce travail, la tâche fondamentale du travail d'organisation communiste doit être partout poursuivie le plus énergiquement possible, jusqu'à ce qu'il y ait en réalité un large réseau de noyaux, de fractions et de groupes ouvriers à tous les points vitaux de la lutte de classe prolétarienne, jusqu'à ce que chaque membre du Parti, puissant et conscient de ses buts, prenne part au travail quotidien révolutionnaire, et que cet acte de participation devienne pour les membres une question d'habitude naturelle. Jusqu'à ce moment-là, le Parti ne doit se permettre aucun repos dans ses efforts en vue de l'exécution de cette tâche.

15. Cette tâche fondamentale d'organisation oblige les organes dirigeants du Parti à guider continuellement et à influencer systématiquement le travail du Parti et à le faire d'une façon complète et sans intermédiaires. Il en résulte pour les camarades qui sont à la tête des organisations du Parti l'obligation d'entreprendre les travaux les plus divers. L'organe central dirigeant du Parti Communiste doit non seulement veiller à ce que tous les camarades en général soient occupés, mais il doit encore leur venir en aide en dirigeant

leur travail selon un plan ordonné et adapté au but, en orientant ce travail dans la bonne voie à travers toutes les conditions et circonstances spéciales. Le centre doit également tâcher de trouver les erreurs commises au cours de sa propre activité et en se basant sur l'expérience acquise il doit toujours chercher à améliorer les méthodes de travail, en ne perdant en même temps jamais de vue le but de la lutte.

16. Notre travail politique général, c'est la lutte pratique ou théorique pour la préparation de toute lutte. La spécialisation de ce travail a été très déficiente jusqu'à présent. Il y a des domaines de travail très importants sur lesquels le Parti n'a guère fait jusqu'à présent que des efforts tout à fait accidentels; ainsi, par exemple, presque rien n'a été fait par les Partis légaux dans la lutte spéciale contre la police politique. L'instruction des camarades du Parti ne s'accomplit en général que d'une façon tout à fait accidentelle et secondaire, et cela d'une manière tellement superficielle que la plus grande partie des décisions les plus importants de ce Parti, que même le programme et les résolutions de l'Internationale Communiste sont encore tout à fait inconnus des grandes couches des membres du Parti. Le travail d'instruction doit être ordonné et approfondi sans cesse par tout le système des organisations du Parti, toutes les communautés de travail, afin d'obtenir, par ces efforts systématiques, un degré toujours plus élevé de spécialisation.

17. Le devoir de rendre des comptes est un des plus indispensables pour les organisations communistes. Il s'impose aussi bien à toutes les organisations et à tous les organes du Parti qu'à chaque membre individuellement. La reddition de comptes doit être accomplie régulièrement à de courts intervalles. Il faut, à cette occasion, faire des rapports sur l'accomplissement des missions spéciales confiées par le Parti. Il importe d'accomplir ces redditions de comptes d'une façon tellement systématique qu'elle s'enracine dans le mouvement communiste comme une de ses meilleures traditions.

18. Chaque fraction du Parti doit faire régulièrement un rapport au Comité immédiatement supérieur (par exemple, rapport mensuel de l'organisation locale au Comité du Parti respectif).

Chaque noyau, fraction ou groupe ouvrier doit faire un rapport à l'organe du Parti sous la direction effective duquel il se trouve. Les membres, individuellement, en font un, hebdomadaire par exemple, au noyau ou au groupe de travail (et même à leur chef hiérarchique) auquel ils appartiennent relativement à l'accomplissement des missions spéciales et dont ils ont été chargés par lui.

Cette sorte de reddition de comptes doit avoir lieu, à la première occasion, oralement si le Parti ou le mandant n'exige pas un rapport écrit. Les rapports doivent être concis et contenir des faits. L'organe qui le reçoit porte la responsabilité de la conservation de ces communications qui ne sauraient être publiées sans danger. Il est également responsable de la communication des rapports importants à l'organe dirigeant du Parti, et cela sans aucun retard.

19. Il va sans dire que ces rapports du Parti ne doivent pas se borner à faire connaître ce que le rapporteur a fait, mais aussi contenir des communications au sujet des faits remarquables pendant son activité et qui peuvent être importants pour notre lutte. Ils doivent mentionner particulièrement les observations qui peuvent occasionner un changement ou une amélioration de notre tacti-

que future. Il faut aussi y faire des propositions d'amélioration dont le besoin s'est fait sentir au cours de l'activité.

Dans tous les noyaux, fractions et groupes de travail communistes, les rapports reçus par ces organisations ou à faire par elles doivent y être discutés. Ces discussions doivent devenir une habitude.

Dans les noyaux et dans les groupes de travail, on doit veiller à ce que les membres, individuellement ou en groupes, reçoivent régulièrement la mission spéciale d'observer et de rapporter ce qui se passe dans les organisations de l'adversaire et particulièrement dans les organisations ouvrières petites-bourgeoises et des Partis « social-démocrates ».

4. — Propagande et Agitation

20. Notre tâche la plus importante avant la Révolution mondiale est la propagande et l'agitation révolutionnaires. Cette activité et son organisation sont menées souvent encore, pour la plus grande partie, à l'ancienne manière formaliste, par des manifestations occasionnelles, par des réunions de masses et sans soucis particuliers du contenu révolutionnaire concret des discours et des écrits.

La propagande et l'agitation communistes doivent avant tout prendre racine dans les milieux les plus profonds du prolétariat. Elles doivent être inspirées par la vie concrète des ouvriers, par leurs intérêts communs, particulièrement par leurs luttes et leurs efforts.

Ce qui donne le plus de force à la propagande communiste est son contenu propre à créer une atmosphère révolutionnaire. A ce point de vue, il faut toujours considérer le plus attentivement possible les devises et l'attitude à prendre à l'endroit de questions concrètes dans des situations diverses. Afin que le Parti puisse toujours prendre une juste position, il faut donner un cours d'instruction prolongé et complet non seulement aux propagandistes et agitateurs de profession, mais encore à tous les autres membres du Parti.

21. Les formes principales de propagande et d'agitation communistes sont : entretiens personnels verbaux, participation aux combats des mouvements syndicaux et politiques ouvriers, action par la presse et la littérature du parti. Tous les membres doivent, d'une façon ou d'une autre, prendre part régulièrement à cette activité.

La propagande personnelle verbale doit être menée en premier lieu en guise d'agitation à domicile, organisée systématiquement et confiée à des groupes institués spécialement dans ce but. Pas une seule maison, située dans la sphère d'influence de l'organisation locale de parti, ne doit être omise. Dans les villes plus importantes, une agitation de rue, spécialement organisée au moyen de placards et de feuilles, peut souvent avoir de bons résultats. En outre, dans les usines et les ateliers on doit organiser une agitation personnelle régulière, menée par les noyaux ou fractions de parti et complétée par la distribution de littérature.

22. Quand la propagande communiste se fait dans les pays capitalistes où la majorité du prolétariat n'a encore aucun penchant révolutionnaire déterminée, il faut constamment aller à la rencontre des idées conscientes de l'ouvrier non encore révolutionnaire, afin de l'inciter à participer au mouvement.

La propagande communiste doit s'inspirer de cette méthode dans les différentes situations, pour soutenir dans l'esprit de l'ouvrier, luttant en lui-

même pour se libérer des traditions et des préjugés bourgeois, les tendances encore inconscientes, hésitantes, semi-bourgeoises qui y prennent naissance mais qui constituent cependant un ferment révolutionnaire.

En même temps, la propagande communiste ne doit pas se confiner dans le cadre des demandes ou espérances des masses prolétaires telles qu'elles sont aujourd'hui, c'est-à-dire restreintes et indéfinies. Les germes révolutionnaires de ces demandes et espérances ne forment que le point de départ qui nous est nécessaire pour les influencer. Car c'est seulement dans une telle conjoncture qu'on peut expliquer au prolétariat d'une façon plus compréhensible le communisme.

23. Il faut mener de telle manière l'agitation communiste parmi les masses prolétaires que les prolétaires militants reconnaissent notre organisation communiste comme celle qui doit diriger loyalement et courageusement, avec prévoyance et énergie leur propre mouvement vers un but commun.

A cette fin, les communistes doivent prendre part à tous les combats élémentaires et tous les mouvements de la classe ouvrière et prendre sur eux de sauvegarder les intérêts des ouvriers dans tous leurs conflits avec les capitalistes au sujet de la journée de travail, des salaires, des conditions de travail, etc. Les communistes doivent, en ce faisant, s'occuper énergiquement des questions concrètes de la vie des ouvriers ; ils doivent les aider à s'orienter dans ces questions : ils doivent attirer leur attention sur les cas d'abus les plus importants, les aider à formuler exactement et pratiquement leur demandes adressées aux capitalistes et en même temps développer en eux l'esprit de solidarité et la conscience de la communauté de leurs intérêts et de ceux des ouvriers de tous les pays comme étant les intérêts d'une classe unie constituant une partie de l'armée mondiale du prolétariat.

Ce n'est qu'en prenant constamment part à ce menu travail quotidien, absolument nécessaire, et en y apportant tout l'esprit de sacrifice dans tous les combats du prolétariat, que le Parti Communiste peut se développer en vrai Parti Communiste. Ce n'est que par ce travail que les Communistes se distingueront de ces Partis socialistes de propagande pure et d'enrôlement qui ont vécu et dont l'activité ne consiste qu'en réunions de membres, en discours sur les réformes et en efforts pour utiliser les impossibilités parlementaires. La participation consciente et dévouée de toute la masse des membres d'un parti à l'école des combats et différends quotidiens entre les exploités et les exploités est la prémisses indispensable non seulement pour la conquête du pouvoir, mais dans une mesure encore plus large pour la réalisation de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'en se plaçant à la tête des masses ouvrières, dans leurs guerillas constantes contre les attaques du capital, que le Parti Communiste est capable de devenir cette avant-garde de la classe ouvrière, d'appréhender systématiquement à diriger en fait le prolétariat et d'acquiescer les moyens de préparer consciemment l'expulsion de la bourgeoisie.

24. Les Communistes doivent être mobilisés en grand nombre pour prendre part au mouvement des ouvriers, surtout pendant les grèves et les lock-out et les autres renvois en masse.

Les Communistes commettent une faute très grave s'ils s'en rapportent au programme communiste et à la bataille révolutionnaire finale pour prendre une attitude passive et négligente, ou même hostile à l'égard de combats quotidiens

que les ouvriers livrent pour des améliorations, même peu importantes, de leurs conditions de travail. Toutes menues et modestes que soient les demandes pour la satisfaction desquelles l'ouvrier est déjà prêt aujourd'hui à entrer en ligne de combat contre les capitalistes, les Communistes ne doivent jamais en prendre prétexte pour se tenir à l'écart du combat. Notre activité d'agitation ne doit pas donner lieu à croire que les Communistes sont des instigateurs aveugles de grèves stupides et d'autres actions insensées, mais nous devons mériter partout, parmi les ouvriers militants, la renommée des meilleurs camarades de combat.

25. La pratique du mouvement syndical a montré que les noyaux et fractions communistes sont assez souvent confus et ne savent que faire lorsqu'ils sont mis en présence des plus simples questions du jour. Il est facile, quoique bien stérile, de ne prêcher toujours que les principes généraux du communisme, mais cela aboutit à une conduite semblable à celle d'un syndicalisme vulgaire dans les premières questions concrètes venues. Par de pareilles actions, on ne fait que faciliter le jeu des dirigeants de l'Internationale jaune d'Amsterdam.

Les Communistes doivent, au contraire, déterminer leur attitude selon les données matérielles de chaque question qui se pose. Par exemple, au lieu de s'opposer par principe à tout contrat de tarif ouvrier, ils devraient plutôt mener la lutte pour les modifications matérielles du texte de ces contrats, recommandés par les chefs d'Amsterdam. Il est vrai qu'il faut condamner et combattre résolument toutes les entraves qui empêchent les ouvriers d'être prêts aux combats. Il ne faut pas oublier que c'est justement le but des capitalistes et de leurs complices d'Amsterdam de lier les mains aux ouvriers au moyen de chaque contrat de tarif. C'est pourquoi il est évident que le devoir du communiste est d'exposer ce but aux ouvriers. Les communistes peuvent, en règle générale, y arriver le mieux en proposant un tarif qui ne lie pas les ouvriers.

Cette même attitude est, par exemple, très utile par rapport aux caisses d'assistance et aux institutions des secours des syndicats ouvriers. La collection de moyens de combat et la distribution de subventions en temps de grève par les caisses mutuelles ne sont pas des actions mauvaises en elles-mêmes et s'opposer en principe à ce genre d'activité serait mal placé. Seulement, il faut dire que cette collection d'argent et ce moyen de le dépenser, préconisés par les chefs d'Amsterdam, sont en contradiction avec les intérêts des classes révolutionnaires. En ce qui concerne les caisses syndicales d'hôpital, etc., il s'agit que les communistes réclament la suppression des cotisations spéciales et également la suppression de toute contrainte sur les syndiqués pour alimenter les caisses volontaires. Mais si nous défendons aux membres d'apporter leur argent pour venir en aide aux organisations de secours aux malades, une partie de ces membres qui vont toujours continuer à assurer par leur donation l'aide accordée à ces institutions ne nous comprendra pas si nous le leur défendons sans autre explication. Il faut d'abord délivrer ces membres, par le moyen d'une propagande personnelle intensive, de leur tendance petite-bourgeoise.

26. Il n'y a rien à espérer d'aucuns entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec les chefs des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là, on doit organiser la lutte avec toute énergie. Mais le moyen sûr et victorieux de les combattre consiste

seulement à détacher d'eux leurs adeptes et à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclavage que leurs chefs social-traitres rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer et les attaquer, après ces préparatifs, de la façon la plus énergique.

Il ne suffit nullement de jeter simplement à la face des chefs d'Amsterdam l'injure de « jaune ». Leur caractère de « jaunes » doit être montré en détail et par des exemples pratiques. Leur activité dans les unions d'ouvriers, au Bureau International de Travail de la Ligue des Nations, dans les ministères et à l'administration bourgeoise, leurs paroles trompeuses dans les discours prononcés aux conférences et aux Parlements, les passages essentiels de leurs nombreux articles pacificateurs dans des centaines de journaux et de revues, mais surtout leur manière hésitante et oscillante de se conduire quand il s'agit de préparer et de mener à bien même les moindres mouvements de salaires et les combats ouvriers. Tout cela offre chaque jour l'occasion d'exposer la conduite déloyale et traîtresse des chefs d'Amsterdam et de les marquer du nom de « jaunes ». On peut le faire en soumettant des propositions, des motions et par des discours formulés tout à fait simplement.

Il faut que les noyaux et fractions de parti fassent systématiquement des attaques pratiques. Les communistes ne doivent pas se laisser arrêter par les explications de la bureaucratie syndicale inférieure, qui cherche à se défendre de sa faiblesse — qui apparaît des fois malgré toute sa bonne volonté de la cacher — en attribuant la cause aux statuts, aux décisions des conférences et aux ordres reçus de leurs comités centraux. Les communistes doivent constamment réclamer de cette bureaucratie inférieure des réponses claires et lui demander ce qu'elle a fait pour écarter les obstacles qu'elle allègue et si elle est prête à combattre avec les ouvriers pour leur destruction.

27. Les fractions et les groupes d'ouvriers doivent soigneusement se préparer d'avance à la participation des communistes aux assemblées et aux conférences des organisations syndicales. On doit, par exemple, élaborer ses propres propositions, choisir ses rapporteurs et les orateurs pour les défendre, proposer comme candidats des camarades capables, expérimentés et énergiques, etc.

Les organisations communistes doivent également, au moyen de leurs groupes ouvriers, se préparer avec soin à toutes les assemblées générales, aux assemblées électorales, aux démonstrations, aux fêtes politiques ouvrières, etc., organisées par les partis ennemis. Lorsqu'il s'agit d'assemblées ouvrières générales arrangées par les communistes mêmes, les groupes communistes doivent, en aussi grand nombre que possible, tant avant les assemblées qu'en leur cours, agir d'après un plan uni, afin d'être sûrs de profiter amplement de ces assemblées au point de vue organisationnel.

28. Les communistes doivent aussi toujours de mieux en mieux apprendre à attirer pour toujours, dans la sphère d'influence du parti, les ouvriers non organisés et inconscients. Nos noyaux et fractions doivent tout faire pour initier le mouvement parmi ces ouvriers afin de les faire entrer aux syndicats et de leur faire lire le journal du parti. On peut se servir également d'autres unions ouvrières en qualité d'intermédiaires pour propager notre influence (comme, par exemple, les unions d'instruction et les cercles d'études, les

unions sportives, théâtrales, les unions de consommateurs, etc.).

Là où le Parti Communiste est obligé de travailler illégalement, de telles unions ouvrières peuvent, avec l'approbation et sous le contrôle de l'organe dirigeant du parti, être formées en dehors du Parti sur l'initiative de ses membres (Unions de Sympathisants). Les organisations Communistes de la Jeunesse et des Femmes peuvent, elles aussi, grâce à leurs cours, aux soirées de conférences, aux excursions, aux fêtes, aux picknicks du dimanche, etc., éveiller d'abord chez beaucoup de prolétaires restés encore indifférents aux questions politiques, l'intérêt pour une vie d'organisation commune et ensuite les attirer pour toujours et leur faire prendre part de cette façon à un travail utile à notre Parti (par exemple, la distribution des feuilles, proclamations et autres, la répartition des journaux du parti, des brochures etc., etc.). C'est par une participation active au mouvement commun que ces ouvriers seront le plus facilement délivrés de leurs tendances petites-bourgeoises.

29. Pour conquérir les couches semi-prolétariennes de la masse ouvrière et en faire des Sympathisants du prolétariat révolutionnaire, les Communistes doivent socialement opposer les intérêts de ces couches aux intérêts des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et de l'Etat bourgeois et mettre en lumière les contradictions qui existent entre eux. Ils doivent, au moyen d'entretiens continuels, débarrasser ces couches intermédiaires de leur défiance envers la révolution prolétarienne. Pour arriver à ce résultat, il faudra, parfois, beaucoup de temps. Il faut faire preuve d'un intérêt sensible pour leurs exigences de vie, il faut organiser des bureaux de renseignements gratuits pour elles et leur venir en aide pour surmonter les petites difficultés dont elles ne pourraient se tirer elles-mêmes. Il faut les attirer dans des institutions spéciales qui serviront à les instruire gratuitement, etc. Toutes ces mesures pourront augmenter la confiance dans le mouvement communiste. Il faut en même temps être très prudent et agir infatigablement contre les organisations et les personnes hostiles qui ont de l'autorité en tel ou tel endroit ou qui possèdent une influence sur les petits paysans travailleurs, sur les artisans à domicile et les autres éléments à demi prolétaires. Il faut montrer les ennemis les plus proches, ceux que les exploités connaissent comme leurs oppresseurs, par leur propre expérience ; il faut les montrer comme personnifiant le crime du capitalisme tout entier. Les propagandistes et agitateurs communistes doivent utiliser à l'extrême et d'une façon compréhensible pour tous, tous les éléments et faits quotidiens qui mettent la bureaucratie d'Etat en conflit direct avec les idéaux de la démocratie petite-bourgeoise et de « l'état du droit ».

Toutes les organisations locales de la campagne doivent partager exactement entre leurs membres les tâches de l'agitation à domicile qu'elles doivent apporter, dans la sphère de leur activité dans tous les villages, dans toutes les cours de château, dans les fermes et les maisons isolées.

30. Quant à la propagande dans l'armée et dans la flotte d'un Etat capitaliste, il faut étudier spécialement les méthodes qui sont le mieux appropriées à chaque pays. L'agitation antimilitariste menée dans le sens pacifiste est, en somme, très dangereuse, car elle n'a pour résultat que de pousser la bourgeoisie à désarmer le prolétariat. Ce n'est pas contre l'instruction militaire de la jeunesse et des ouvriers, mais contre l'ordre

militarisme et contre l'autocratie de la caste des officiers qu'il faut diriger une agitation intense. Par contre, il faut défendre énergiquement le droit du prolétariat de porter également les armes.

Au commencement de la période des troubles révolutionnaires, l'agitation en faveur de l'élection démocratique de tous les commandants par les soldats et matelots eux-mêmes et de la constitution des conseils de soldats peut avoir un effet excellent pour miner les piliers de la suprématie de classe des capitalistes. L'opposition de classe, qui trouve son expression matérielle dans la préférence accordée aux officiers, dans les mauvais traitements et le manque d'assurance pour l'avenir des troupes et des équipages des bâtiments, doit être constamment démontrée aux soldats et aux matelots. Il faut toujours accorder l'attention la plus grande, la plus scrupuleuse, à l'agitation dans les troupes de soldats de métier, enrôlées par la bourgeoisie, et surtout dans les bandes de volontaires armées, où il est possible de semer systématiquement, au moment propice, les germes de la décomposition sociale

5. — La Presse du Parti

31. La presse communiste doit être développée et améliorée avec une énergie infatigable.

Aucun journal ni revue qui ne se soumet aux directives du Parti ne doit être reconnu comme un organe communiste.

Le Parti doit faire attention plutôt à avoir de bons journaux que d'en avoir beaucoup. Avant tout, chaque Parti Communiste doit avoir un organe central qui doit paraître si possible, chaque jour.

32. Un journal communiste ne doit jamais être une entreprise capitaliste comme le sont les journaux bourgeois et souvent aussi les journaux soi-disant « socialistes ». Notre organe doit rester indépendant des institutions de crédit capitalistes. Une bonne organisation du service des annonces qui peut contribuer passablement à faciliter l'existence de l'organe d'un parti légal de masses, ne doit pourtant jamais le rendre dépendant de la grosse clientèle de ce service. Les journaux de nos partis de masses gagneront beaucoup plus l'estime nécessaire, et cela d'autant plus vite qu'ils affirmeront leur position indépendante dans toutes les questions spéciales qui intéressent les prolétaires. Nos organes ne doivent pas servir à satisfaire l'amour des sensations ou bien servir de passe-temps au public bariolé. Ils n'ont pas du tout besoin d'écouter la critique des gens de lettres petits-bourgeois ou des journalistes virtuoses et devenir des journaux de salon.

33. Le journal communiste doit avant tout se soucier des intérêts des ouvriers opprimés ; il doit être notre meilleur propagandiste agitateur et initiateur de la révolution prolétarienne.

Notre journal a la tâche de concentrer toute l'activité des membres du Parti, les expériences précieuses et, à son tour, de présenter de nouvelles expériences aux camarades du Parti et de faire de l'émulation générale la règle pour la révision continue et l'amélioration des méthodes de travail. Ainsi il deviendra le meilleur organisateur de notre travail révolutionnaire. Sans ce travail d'organisation, résumateur conscient de son but, du journal communiste, surtout du journal principal, à peine serait-il possible d'opérer la centralisation

démocratique de la répartition pratique du travail dans le Parti Communiste et par conséquent, l'accomplissement de la tâche historique du Parti.

34. Le journal communiste doit tendre à devenir une entreprise communiste, c'est-à-dire une organisation de combat prolétarienne, une association de travail des ouvriers révolutionnaires, de tous ceux qui écrivent régulièrement pour le journal, qui le composent, l'impriment, l'administrent, le répandent qui rassemblent la copie pour son contenu et délibèrent sur celle-ci, travaillent, dans les fractions communistes, à sa diffusion.

Pour faire du journal une telle organisation réelle et une association de travail à pulsations fortes, il est nécessaire de prendre une série de mesures pratiques. Chaque communiste s'unit fortement à son journal, quand il arrive à faire pour lui des sacrifices et à travailler pour lui. C'est son arme de tous les instants, qui doit chaque jour être acérée et aiguisée pour être utile. C'est seulement par de forts sacrifices continuels, matériels et financiers, que le journal peut subsister. Il faut qu'il lui arrive continuellement des membres du parti des moyens pour ses améliorations internes, jusqu'à ce qu'il entretienne, dans les partis légaux des masses, une telle activité organisatrice qu'il commence à devenir lui-même un soutien matériel du mouvement communiste.

Il n'est pas suffisant, en attendant, d'être un zélé enrôleur et agitateur : on doit devenir aussi un collaborateur utile. Tout ce qui est remarquable, socialement et économiquement, de l'accident du travail à l'assemblée d'exploitation, du maltraitement d'un apprenti au rapport de l'entreprise, doit être communiqué au journal le plus vite possible par la fraction communiste de l'exploitation. Les fractions syndicales doivent communiquer les décisions et les mesures les plus importantes prises par les assemblées ou les secrétariats de syndicats, ainsi que retenir d'une manière concise et exacte les actions caractéristiques des adversaires. La vie publique des assemblées donne très souvent aux travailleurs attentifs du Parti l'occasion d'observer avec l'esprit critique social des détails dont l'emploi dans le journal montrera même aux indifférents notre étroite liaison avec les nécessités de la vie.

Le collège de rédaction doit justement commenter avec beaucoup de soin les communications parvenues sur la vie des ouvriers et des organisations d'ouvriers. Il doit les utiliser soit comme de courtes nouvelles dans le but de donner au journal le caractère d'une vraie association de travail à fortes pulsations soit en s'en servant comme exemples pratiques de l'existence journalière de l'ouvrier, dans le but d'expliquer la doctrine communiste. C'est la voie la plus courte pour initier les larges masses ouvrières aux idées communistes. Le collège de rédaction doit se mettre partout, aux heures propices de la journée, à la disposition des ouvriers afin d'entendre leur désir et leur plainte sur les misères de l'existence, les noter assidûment et les utiliser pour animer le journal.

Sous ce régime capitaliste, il est évident qu'aucun de nos journaux ne peut devenir une parfaite association communiste de travail, mais on peut s'approcher de ce but, même si la situation est très difficile. Ceci est démontré par l'exemple de la *Pravda* de nos camarades russes durant les années 1912-1913. Ce journal formait, en réalité, une constante organisation active des ouvriers révolutionnaires conscients dans les principaux centres de l'Empire russe. Ces camarades avaient rédigé, publié et répandu en commun leur jour-

nal, la majorité d'entre eux simultanément avec leur travail mercenaire et en économisant sur leurs salaires l'argent nécessaire pour les frais de publication. Le journal remplissait bien les conditions dont ils avaient alors besoin dans les mouvements. Ceci leur est resté encore utile aujourd'hui dans le travail et la lutte. Un tel journal pouvait devenir, en réalité, pour les membres du Parti et même pour beaucoup d'autres ouvriers révolutionnaires, « leur journal ».

35. La manière de recruter des abonnements au journal doit être formulée dans un système. Premièrement, il s'agit d'utiliser chaque situation qui a déterminé les ouvriers à un mouvement plus prononcé et dans laquelle la vie politique ou sociale est excitée plus fortement par quelque événement politique et économique. Après chaque mouvement gréviste important ou après le renvoi des ouvriers, à l'occasion d'événements au cours desquels le journal a défendu énergiquement les intérêts des ouvriers combattants, il faut organiser, parmi les grévistes, le recrutement homme par homme ; non seulement les fractions communistes des exploitations, des syndicats, des branches intéressées dans ce mouvement gréviste doivent poursuivre la propagande pour le journal dans leur sphère d'activité, au moyen de listes et de reçus d'abonnements, mais on doit se servir aussi, dans ce but, des listes d'adresses des ouvriers qui ont participé à la grève, afin que les groupes spéciaux de travail puissent mener pour le journal une agitation énergique à domicile. De même, il faut qu'après l'élection par laquelle les intérêts des masses ouvrières sont réveillés, les groupes de travail mènent dans les quartiers ouvriers une agitation à domicile d'une maison à l'autre, d'après un plan établi.

Au moment des crises latentes politiques ou économiques dont les effets se font ressentir chez les masses ouvrières sous forme de cherté de la vie, chômage, etc., il faut s'efforcer d'utiliser toutes ces misères dans un but de propagande afin de rallier, au moyen des fractions communistes et syndicales, de nombreux ouvriers de différentes branches, d'organiser un syndicat et que le groupe de travail puisse continuer d'une manière utile l'agitation à domicile pour la presse. La dernière semaine avant la fin du mois est la plus propre à ce travail continu de recrutement. Chaque groupe local qui laisse passer, sans être utilisée pour l'agitation en faveur du journal, cette dernière semaine, ne serait-ce qu'un seul mois de l'année, se rend coupable d'une grande négligence envers l'extension du mouvement révolutionnaire. Le groupe d'action en faveur de la presse ne devrait laisser passer aucune assemblée ouvrière publique, aucune démonstration sans y aller, pour tâcher d'y recueillir des abonnements à notre journal. Les fractions communistes des syndicats ont les mêmes devoirs dans leurs syndicats respectifs.

Notre journal doit aussi être toujours défendu par les membres du Parti contre tous ses ennemis.)

Tous les membres du Parti doivent mener une campagne énergique contre la presse capitaliste en dévoilant et flétrissant sa vénalité, ses mensonges et toutes ses menées.

6. — De la structure générale de l'organisation du Parti

36. Pour l'extension du Parti, on ne doit pas adopter un système de division géographique, mais se guider sur la structure économique et politique

réelle et les voies de communication du pays. Le centre de gravité doit être dans les capitales et dans les centres industriels.

Lors de la création de nouveaux Partis, on constate une tendance à étendre tout de suite le réseau des organisations du Parti sur le pays tout entier. Quoique les forces dont on peut disposer soient très limitées, on les disperse ainsi dans toutes les directions. Par là, on affaiblit la force de recrutement et de développement du Parti. Au bout de quelques années, on a le plus souvent réalisé un système bureaucratique développé, mais le Parti ne s'est pas implanté dans les centres industriels les plus importants du pays.

37. Pour arriver à un maximum de centralisation de l'activité du Parti, il n'est pas pratique de diviser la direction du Parti par une hiérarchie schématique en beaucoup de rangs, complètement subordonnés les uns aux autres. Il faut que chaque grande ville, qui est un centre économique et politique, étende sur les environs sa puissance d'organisation. Le comité du Parti de la plus grande ville d'un district qui, comme tête de ce Parti, dirige entièrement le travail organisateur du district et en représente la direction politique, doit être intimement lié avec la masse des militants de cette grande ville.

Les organisateurs d'un tel district, élus par la conférence ou le congrès du district et confirmés dans leur poste par la Centrale du Parti, doivent être obligés de participer régulièrement à la vie du Parti du chef-lieu. Le Comité du Parti du district doit être renforcé par des militants du Parti de la banlieue, afin d'établir un contact étroit entre ce comité et la masse des membres dans le chef-lieu du district. Avec le développement futur des formes d'organisation, on doit faire des efforts pour que le comité directeur du district représente en même temps aussi la direction politique du chef-lieu de ce district.

De cette manière, les comités directeurs des districts, de concert avec le Comité Central, formeront réellement l'organe directeur dans l'organisation générale du Parti.

Naturellement, le domaine d'activité du Parti n'est pas borné par les limites géographiques. L'important, c'est que le Comité du district puisse diriger d'une façon unitaire toutes les organisations locales du district. Si cela n'est pas possible, la subdivision et l'institution de nouveaux comités du district doit avoir lieu. Le Parti, dans ce but, a naturellement besoin, dans des pays étendus, d'organes de liaison aussi bien entre la direction centrale et les différentes directions de district (direction de département, arrondissement, etc.) qu'entre une direction de district et les différentes organisations locales (direction de canton, etc.). Selon les circonstances, il pourrait être opportun de prêter un rôle directeur à l'un ou l'autre de ces organes intermédiaires, par exemple, dans une grande ville, avec des membres très avertis. Mais, ordinairement, il faut l'éviter si cela doit mener à la décentralisation.

38. Les grandes unités d'organisation du Parti (district) sont constituées par les organisations locales, par celles de la campagne et des petites villes, par des groupes locaux d'arrondissement, et des différents quartiers des grandes villes.

Une section locale de Parti qui est tellement nombreuse qu'elle ne peut plus tenir d'assemblées générales, doit être divisée.

Dans une section locale du Parti, les membres doivent être répartis en vue d'un travail quotidien dans les différents groupes de tra-

vail. Dans les organisations plus grandes, il peut être convenable de réunir les groupes de travail en différents groupes collectifs. En règle générale, les membres se rencontrant souvent au travail ou ailleurs, doivent être réunis dans les mêmes groupes. Le groupe collectif a pour tâche la distribution du travail du Parti entre les divers groupes, la réception des rapports des chefs et l'éducation des candidats au Parti dans son milieu respectif, etc.

39. Le Parti, dans son ensemble, est sous la direction de l'Internationale Communiste ; les directives et les résolutions de la Direction Internationale concernant les affaires d'un Parti affilié sont envoyées : 1° par l'Internationale à la Direction générale du Parti ; 2° par le Parti à la Direction centrale des branches spéciales ; 3° ou à toutes les organisations du Parti.

Les directives et décisions de l'Internationale sont, pour le Parti et naturellement aussi pour chaque membre du Parti, obligatoires.

40. La Direction Centrale du Parti (Comité Central ou Commission Centrale) est nommée par le Congrès du Parti et est responsable devant lui. La Direction Centrale choisit dans son sein la direction la plus étroite, qui consiste en bureau politique et en bureau d'organisation. La politique et les travaux courants du Parti sont exécutés sous la responsabilité d'une direction étroite de ces deux bureaux. La Direction supérieure doit convoquer régulièrement les séances plénières de la Direction Centrale du Parti pour prendre des décisions d'une plus grande importance. Dans le but de connaître à fond la situation politique d'ensemble, et afin d'avoir un tableau bien vivant du Parti dans toute sa clarté et sa force, il est nécessaire de prendre en considération les propositions faites par les différentes fractions du Parti. Pour cette même raison, les opinions divergentes sur la tactique ne doivent pas être éliminées de la Direction Centrale. Au contraire, on doit donner à cette opposition le droit d'être représentée à la Direction Centrale par son meilleur porte-parole.

Mais la Direction Supérieure doit autant que possible avoir une unité de conception, et elle doit pour être capable de conduire fermement et sûrement son action s'appuyer non seulement sur son autorité, mais aussi sur une majorité nette et numériquement forte de la direction d'ensemble. Par une constitution plus large, il sera donné au Parti légal de masses la possibilité d'avoir au plus vite les meilleures bases d'une ferme discipline et la confiance illimitée de la masse des membres ; de cette façon, on peut aussi surmonter les hésitations et mauvais penchants qui pourraient se révéler chez les fonctionnaires du Parti et en amener plus vite la tels penchants dont la guérison est toujours douloureuse lorsqu'ils se sont développés.

41. Chaque Comité Directeur du Parti doit opérer dans son sein une division du travail adaptée au but pour être capable de diriger le travail du Parti d'une manière efficace dans des domaines différents. Ce faisant on peut avoir besoin de directions particulières dans quelques-uns des domaines du travail, comme par exemple la propagande, le service de presse, le combat syndical, le service des nouvelles, le service des relations, etc. Chaque direction particulière est soumise ou à la Direction Centrale du Parti ou au Comité régional du Parti.

En général, le contrôle, de même que l'activité et la bonne composition de tous les comités qui lui sont soumis, appartiennent à un Comité ré-

gional dirigeant du Parti et, en dernier ressort à la Direction Centrale du Parti. Tous les membres fonctionnaires sont soumis directement au Comité dirigeant du Parti. Il peut être conforme au but de changer les occupations et les lieux de travail des camarades fonctionnaires (par exemple, des rédacteurs, des propagandistes, des organisateurs et autres), autant que l'activité du Parti n'est pas troublée dans une trop grande mesure par ces changements. Les rédacteurs et les propagandistes doivent participer constamment au travail régulier du Parti dans un des groupes de travail.

42. La Direction Centrale du Parti et également l'Internationale Communiste, sont autorisées en tout temps à exiger de toutes les organisations communistes de leurs organes et de leurs membres des renseignements détaillés. Les représentants et plénipotentiaires de la Direction Centrale doivent être admis à toutes les assemblées et séances avec voix délibérative. La Centrale de la Direction du Parti doit avoir constamment à sa disposition de tels représentants (commissaires), afin d'être en mesure d'informer et d'instruire les directions régionales et d'arrondissements non seulement par circulaires, correspondances, mais aussi verbalement.

Chaque organisation, chaque organe du Parti, comme également chaque membre, sont autorisés à communiquer directement leurs désirs et leurs initiatives, remarques ou accusations, en tout temps, à la Direction Centrale du Parti ou à l'Internationale.

43. Les directives et décisions des organes dirigeants du Parti sont obligatoires pour toutes les organisations dépendantes et pour tous les membres.

La responsabilité des organes dirigeants, leur devoir d'éviter les commissions restreintes et l'abus de leur position de chefs, peuvent être déterminés non pas formellement, mais partiellement. Plus petite est leur responsabilité, comme par exemple dans les partis illégaux, plus ils sont obligés de s'inquiéter de l'opinion des autres membres du Parti, de se procurer des informations sûres et certaines et de ne prendre leurs propres décisions qu'après mûre réflexion.

Les membres du Parti sont tenus, dans leur action publique, d'agir toujours comme les membres disciplinés d'une organisation combattante. S'il surgit des divergences d'opinions sur la manière d'agir, ces divergences doivent être discutées autant que possible, avant l'action, au sein de l'organisation du Parti, et chaque membre doit agir ensuite d'après les décisions prises. De même si la décision de l'organisation et de la Direction du Parti paraît erronée à certains membres, ces derniers ne doivent jamais oublier dans leurs discours ou leurs écrits publics qu'il n'y a pas de pire délit et de faute plus grande que de troubler ou de briser dans le combat l'unité de front.

C'est le devoir suprême de chaque membre du Parti de défendre le Parti Communiste et avant tout l'Internationale Communiste contre tous les ennemis du communisme. Celui qui oublie cela et attaque publiquement le Parti ou l'Internationale Communiste est un mauvais communiste.

44. Les statuts du Parti doivent être rédigés de telle sorte qu'ils ne constituent pas une entrave pour les organes dirigeants du Parti dans le développement constant de l'organisation générale du Parti et dans l'amélioration incessante du travail d'organisation, mais puissent leur servir de point d'appui.

Les décisions de l'Internationale Communiste

sont à exécuter sans retard par tous les partis affiliés, même si ces décisions nécessitent des changements aux statuts, changements qui peuvent s'effectuer auprès.

7. — Travail légal et illégal

45. Le Parti doit être organisé de telle manière qu'il soit toujours en mesure de s'adapter rapidement aux conditions de combat.

Le Parti Communiste doit se développer en organisation de combat. Il doit être capable, d'un côté, de se dérober, en rase campagne, à un ennemi possédant des forces supérieures et écrasantes et ayant concentré toute sa puissance sur un point ; d'un autre, de profiter de l'inactivité de cet ennemi pour tomber sur lui, ça et là, lorsqu'il s'y attend le moins. Ce serait une très grande faune dans l'organisation du Parti de n'être prêt à compter que sur une révolte ou un combat de rue ou encore sur l'état d'esprit résultant de la plus cruelle oppression. Les communistes doivent faire leurs préparatifs révolutionnaires dans toutes les directions pour être toujours prêts au combat, car il est souvent presque impossible de prévoir le retour des périodes de révolte ou de calme. Même au cas où une telle prévision serait possible, on ne pourrait pour la plupart du temps en profiter pour réorganiser le Parti, car le changement se produit d'ordinaire si rapidement que, souvent, il intervient tout à fait à l'improviste.

46. Les Partis Communistes légaux n'ont pas encore, en général, dans les pays capitalistes suffisamment compris la tâche du Parti de se préparer comme il faut aux soulèvements révolutionnaires, à la bataille ou, en général, au combat illégal. On construit toute l'organisation du Parti en ayant beaucoup trop exclusivement en vue une période de légalité de longue durée, et on donne à cette organisation une forme adaptée aux exigences des conditions légales.

Par contre, on méconnaît souvent, dans les partis illégaux, le moyen d'utiliser les possibilités d'une activité légale, et on ne forme pas assez une organisation de parti, liée aux masses révolutionnaires par des éléments actifs. Dans ce cas, le travail du Parti acquiert la fendance d'un travail stérile de Sicyphe ou bien se borne à un exorcisme impuissant.

Ces deux tactiques sont fausses. Chaque Parti Communiste légal doit savoir agir de manière à être sûr, même s'il est contraint, au travail souterrain, qu'il est bien préparé au combat et qu'il est surtout prêt aux révoltes. Chaque Parti Communiste illégal doit également utiliser énergiquement les possibilités du mouvement ouvrier légal pour devenir, grâce à un travail de parti intense, l'organisateur des grandes masses révolutionnaires et se mettre réellement à leur tête.

47. Dans la vie quotidienne, les changements de fonction de chaque Parti Communiste doivent correspondre aux différentes phases qui varient au cours de la révolution. Cependant, il n'y a pas de différences trop grandes entre la structure que doit chercher à trouver un parti légal, d'un côté, et un parti illégal, de l'autre.

Il est naturellement de la plus haute importance pour un Parti illégal, au cours de toute son activité, de protéger ses membres et ses organes contre la possibilité d'être découverts. Il ne doit pas les exposer à ce danger par un système imprudent de listes nominatives, de cotisations et de distribution de matériaux du parti. C'est pourquoi il ne peut employer les mêmes formes d'organisa-

tion ouverte qu'un Parti légal. Cependant, le Parti illégal peut, à force d'apprendre, y arriver graduellement.

D'autre part, un parti de masses légal doit être constamment prêt au travail illégal et aux combats ; il doit continuellement et toujours mieux se préparer à toutes les surprises et doit diriger en ce sens son activité. Par exemple : il doit conserver en sécurité les adresses conspiratrices, prendre pour règle de détruire les lettres, de garder en lieu sûr les documents nécessaires, instruire les membres chargés du service de liaison dans les règles conspiratives.

48. Dans les cercles des Partis tant légaux qu'illégaux, on se forme souvent l'idée d'organiser le travail communiste illégal d'une façon toute privée, exclusivement militaire, en dehors de l'organisation et du travail d'ensemble du parti. Ce point de vue est erroné d'un bout à l'autre. Tout au contraire, la création de notre organisation de combat doit, dans la période anti-révolutionnaire, se faire par le travail du Parti Communiste. Le Parti doit être entièrement formé en organisations de combat pour la révolution.

Les organisations révolutionnaires militaires isolées qui surgissent beaucoup trop avant la révolution acquièrent facilement des tendances à décroître et à se démoraliser, le travail utile et immédiat leur manquant.

49. En général, notre travail de parti doit donc être partagé de telle manière que, grâce à lui, la base d'une organisation de combat, satisfaisant aux exigences de la révolution, puisse se développer et s'affermir déjà avant la révolution. Il importe surtout que les dirigeants du Parti Communiste tiennent constamment compte de ces exigences au cours de leur activité dirigeante et qu'ils s'efforcent, autant qu'il est possible, de s'en former d'avance une idée claire. Il est vrai que cette prévision ne peut jamais être assez exacte et claire. Mais cette considération ne doit aucunement être un prétexte pour négliger ce point de vue vital : la direction organisatrice d'un Parti Communiste. Car, au moment, où le soulèvement révolutionnaire déclaré provoquera les plus grands changements de fonctions dans l'activité du Parti Communiste, même le parti le mieux organisé peut être gêné par des problèmes excessivement difficiles et compliqués. Il faudra peut-être pouvoir mobiliser en peu de jours, pour un véritable combat, notre parti politique, et non seulement celui-ci, mais encore les réserves, les organisations de sympathisants et même peut-être tout le cadre de réserve, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. A un moment pareil, il ne pourra être question de former une armée rouge régulière. Nous devons triompher sans avoir pour cela une armée organisée d'avance ; nous devons vaincre par les masses et sous la direction du Parti. Et il se peut que la bataille la plus héroïque ne nous y aidera en rien si notre parti n'est pas assez bien organisé par avance.

50. Il a été maintes fois remarqué que dans des situations révolutionnaires les organes centraux du Parti ne se sont pas montrés à la hauteur de leur tâche. En temps de révolution, le prolétariat peut faire des conquêtes importantes dans le domaine des problèmes d'organisation d'ordre intérieur. Cependant, pour la plupart du temps, il y a désordre, confusion et chaos dans ses quartiers généraux. Il manque même la distribution du travail systématique la plus élémentaire. Et l'on voit surtout que le service d'information est d'ordinaire si défectueux qu'il devient plus nuisible

qu'utile. On ne peut avoir aucune confiance dans le service de liaison. Le fonctionnement de la poste, des transports, le choix des lieux de rassemblement, l'installation d'imprimeries, dépendent d'ordinaire complètement du hasard au lieu d'être tous des services secrets. Dans ces conditions-là, la moindre provocation de la part d'un ennemi organisé a les meilleures chances de réussite.

Le résultat ne sera guère meilleur si, principalement, le Parti révolutionnaire n'organise pas d'avance chez soi un organe destiné spécialement à ces fins. Le service d'information militaire exige une pratique et une expérience spéciale, de même que le contre-espionnage contre la police politique. L'appareil de liaison secrète ne peut fonctionner sûrement et promptement qu'à force d'avoir été mis en action régulière pendant un temps prolongé. Dans toutes ces phases d'activité révolutionnaire spéciale, chaque Parti Communiste légal a besoin de préparatifs secrets. On peut, pour la plupart des cas, développer l'appareil nécessaire dans ce domaine par une activité toute légale, à condition qu'en organisant cette activité on ait seulement en vue quelle sorte d'appareil doit être créée. Par exemple, on peut créer, dans ses parties essentielles, un appareil de liaison secrète (pour le service de courriers, etc.), simplement en répartissant tout à fait régulièrement les écrits légaux, entre autres les publications et les lettres.

51. Aux yeux de l'organisateur communiste, tout membre de parti et tout ouvrier révolutionnaire apparaît, en général, d'avance dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat au moment de la révolution. Il le fait entrer d'avance dans le principal groupe où se fait le travail qui correspondra le mieux à sa situation future et au rôle qui lui sera assigné. En même temps, l'activité de tout membre d'aujourd'hui doit aussi avoir le caractère d'un service utile et nécessaire pour le combat présent et ne doit pas être un simple exercice que l'ouvrier pratique d'aujourd'hui ne comprend plus. Cette activité courante doit donc servir en partie d'école pour les exigences importantes de la lutte finale du lendemain.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur